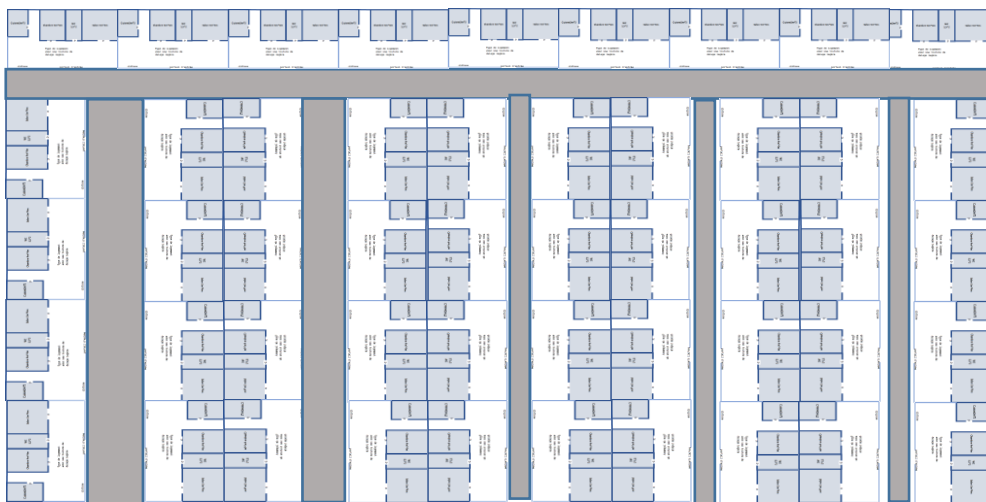




SRRP-PL

Stabilisation et renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac

8000 logements dans les cinq départements



Information sur le réseau des organisations de la société civile du Bassin du Lac Tchad

Le projet du réseau de la société civile pour la réhabilitation et la réconciliation inclusive du bassin du lac Tchad est conjointement piloté par le centre Elman Peace, et la Fondation NEEM, et financé par le PNUD.

Dans la poursuite de la réconciliation, la paix et la sécurité ; les organisations de la société civile (ROSC) continuent de jouer de façon significative leur rôle dans le processus de réhabilitation et la réintégration et quand elles sont bien impliquées, leur engagement contribue mieux à la réalisation de la paix et de la stabilité pour éviter la reprise de la crise et la violence (...) lire en annexe le projet de création du point Focal du réseau au Tchad.



INFORMATION SUR LE CENTRE D'ETUDES POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA PREVENTION DE L'EXTREMISME (CEDPE)

CEDPE	Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme
Adresse	Ndjamena/N'Djari-Blama-tom
Contact et Titre	Dr. Ahmat Mahamat Yacoub Dabio, expert en gestion des conflits, Président du CEDPE
Numéro de téléphone	+235 65031560
Site web	www.centrerecherche.com
Email	yacoubahmat@aol.com
Titre du projet : Stabilisation et renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac	Partenaire execution: CEDPE

Table des matières

I-	CONTEXTE	13
II-	JUSTIFICATION	20
III-	OBJECTIFS DU PROJET	28
IV-	RÉSULTATS	30
V-	MÉTHODOLOGIE.....	31
	1- Phase prospectives et d'identification des acteurs locaux :	33
	2 - Phase préparatoire des activités :	33
	3- Phase d'exécution des activités :	34
	4 - Phase de suivi et évaluation des activités :	34
	5 - Phase de clôture des activités :	35
VI-	LES ACTIVITÉS DU PROJET PSRRP-PL.....	36
VII-	DURÉE DU PROJET.....	38
VIII-	LES BÉNÉFICIAIRES	38
IX-	ZONE COUVERTE PAR LE PROJET	40
X-	GESTION ET COORDINATION DU PROJET/ PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA STRUCTURE ET L'ÉQUIPE DU PROJET	42
	1- Présentation du Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE).....	42
XI-	PLAN DE TRAVAIL ANNUEL (PTA)	45
	- Idée sur le type de logement.....	47
	- Détail sur le budget du projet.....	49

- <u>Conclusion</u>	58
- Annexes.....	59
- Présentation du Point Focal du Réseau.....	61
- Liste des organisations du Réseau.....	63
- Remerciements.....	66

« L'édification de sociétés ouvertes, équitables, inclusives et pluralistes fondées sur le plein respect des droits de l'homme et offrant des perspectives économiques à tous, est le moyen le plus concret et le plus adapté d'échapper à l'extrémisme violent ».
António Guterres, secrétaire général des Nations Unies.

RESUME DU PROJET

Les États du Bassin du Lac Tchad : Cameroun, Niger, Nigeria et Tchad sont confrontés à un conflit multidimensionnel dont les causes sont à la fois structurelles (pauvreté, dégradation de l'environnement, rétrécissement du lac, croissance de la population), conjoncturelles (faiblesse de l'administration, porosité des frontières incontrôlées, violation des droits de l'Homme, recrudescence des conflits inter et intracommunautaires, développement du terrorisme en raison de l'éclatement et de la déstabilisation de la Libye.....). Ce conflit multidimensionnel a permis aux groupes extrémistes violents de s'approprier de ce terrain fertile pour s'y installer depuis 2009 en défiant les forces de défense et de sécurité appartenant aux quatre pays soutenus par la communauté internationale. Ce défi est l'un des phénomènes qui a mobilisé autant de ressources financières, matérielles et humaines pour son éradication aussi bien dans le bassin du Lac Tchad que dans l'espace du G5 Sahel. Plusieurs stratégies parmi lesquelles la sensibilisation et les interventions militaires ont été utilisées par des États et des ONG¹ pour contrer ce phénomène. Mais force est de constater que toutes ces actions n'ont pas contribué

¹ Organisations Non Gouvernementales

à stopper de façon définitive les enrôlements massifs de jeunes, même si nous observons ces derniers temps des redditions mais aussi des retours spontanés et volontaires des personnes associées à Boko Haram. L'échec de l'extraction du terrorisme est dû en grande partie à l'absence d'une stratégie de prévention claire et efficace. À titre d'exemple, le développement fait l'objet d'une négligence malgré qu'on en parle beaucoup, et la plus grande partie de financement est consacrée à l'option militaire qui, malgré son importance, n'a jamais réussi, à elle seule, à éradiquer l'extrémisme violent. Et même s'il est difficile d'obtenir toutes les données de dépenses militaires de la communauté internationale et précisément celles de la France, compte tenu qu'elles sont hautement sécuritaires, les dépenses liées à l'entretien et au maintien du dispositif militaire dans la bande saharo-sahélienne est aujourd'hui de l'ordre de 360 000 000 euros par an (236 milliards de FCFA) si on en croit les déclarations des autorités françaises. Selon un décompte réalisé, entre 2012 et 2018, les dépenses dans les pays du G5 Sahel ont plus que doublé, passant de 580 M€ à 1,35 Md€² dont près de 60 % de dépenses militaires, auxquelles est principalement due cette hausse. À cela s'ajoute des

² Lettre du Président de la Cour des Comptes au Premier Ministre Français Jean Castex, le 9 février 2021 Référé : Les actions civiles et militaires de la France dans les pays du G5 Sahel (ccomptes.fr)

crédits spécifiques de 200 M€ par an, gérés par l'agence française du développement (AFD)³. Il a été malheureusement constaté que la montée de l'engagement militaire dans la région ne s'est pas accompagnée d'une accentuation notable de l'effort d'aide publique au développement. Le plafond financier de FEP⁴ est à 5,7 Md€ pour la période 2021-2027. Grâce à cette enveloppe couvrant la période 2022-2024.

Autant les multitudes de conférences, ateliers, colloques, séminaires, réunions, études, paperasse... sur la thématique relative à l'extrémisme violent sont nécessaires pour dégager une stratégie commune axée sur la phénoménologie et la typologie, autant il est temps voire urgent de revoir nos stratégies pour les orienter vers des actions pratiques et concrètes sur le terrain. Ces actions doivent directement concerner la stabilisation et le développement en

³ Référé : Les actions civiles et militaires de la France dans les pays du G5 Sahel (ccomptes.fr)

⁴ Adoptée en mars 2021, la FEP est un instrument extra-budgétaire visant à financer des actions opérationnelles dans le domaine militaire au profit de partenaires partout dans le monde. Son plafond financier a été fixé à 5,7 Md€ pour la période 2021-2027. Grâce à cette enveloppe couvrant la période 2022-2024, l'UA sera en mesure de solliciter « *un soutien pour des opérations individuelles de soutien de la paix en fonction des besoins, ce qui permettra de réagir rapidement aux développements pertinents en matière de sécurité sur le continent africain* ». [L'Europe débloque 645 M€ pour soutenir les armées africaines - FOB - Forces Operations Blog](#)

impliquant tous ceux qui ont la volonté d'apporter leur contribution.

Fort de tout ce constat, et sachant qu'il n'y a pas de sécurité pérenne sans développement économique, social et institutionnel, le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) en partenariat avec le Réseau des organisations de la société civile du Bassin du Lac Tchad a initié ce projet intitulé « **projet de stabilisation et de renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac** » afin de combattre l'extrémisme violent par une approche basée sur l'encadrement et le développement.

Pour ce faire, compte tenu du nombre croissant d'une part, de personnes victimes des atrocités, et d'autre part, de celles ayant fait défection des rangs des groupes extrémistes⁵ (en majorité de femmes), il a

⁵ Avec l'affaiblissement des groupes extrémistes après la mort des deux chefs charismatiques, Shekawu et Alburnawi en 2021, le terrain est désormais propice pour un tel projet de stabilisation dans la région du Lac Tchad. L'armée nigérienne a annoncé la reddition de 13 243 terroristes et leurs familles à travers tout le nord-est du pays. Selon le journal le MONDE, ces désengagés de Boko Haram seraient maintenant près de 20 000 coté Nigeria et au moins 2000 du côté du Cameroun⁵, alors que le CEDPE estime le nombre approximativement à 7000 personnes dans la province du Lac. Sachant que la mission de profiling effectuée en fin 2019 par le CEDPE a pris en compte tous les aspects socioéconomiques nécessaires en rapport avec les désengagés/désassociés ; étant donné que l'exploitation de base de données collectée et remise au Ministre de la Femme en mars 2021 peut faciliter la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés/désassociés ;

été jugé nécessaire d'élaborer ce projet à triple objectifs : D'une part, il sert à former et autonomiser un nombre important de personnes tout en prenant en compte leurs besoins, d'autre part, leur apprendre la vertu de la paix à travers la cohabitation pacifique, le vivre ensemble et la prévention de l'extrémisme ; puis en troisième lieu, la formation, la création des activités génératrice des revenus et le relogement.

Avec un cout global de **trente-huit milliards sept cent cinquante-un millions neuf cent sept mille cinq cent (38 751 907 500)** soit 59 millions d'euros)⁶, ce projet aura une durée de trois (03) ans et sera mise en œuvre dans cinq (5) localités de la Province du Lac.

⁶ Soit les dépenses de deux mois de l'opération Barkane dans l'espace du G5 Sahel qui donnera une nouvelle image de stabilité et de développement de la province du Lac.



Des femmes désassociées dans la province du Lac

Ce projet est la quatrième phase après les deux premiers projets de profiling de désengagés réalisés dans le Lac : en mars 2018 et novembre 2019 avec une collecte d'une importante base des données (16 000 pages) remise à Mme la Ministre tchadienne de la Femme, suivi d'une étude statistique publiée⁷ fin 2020 et remise à jour en 2021.

⁷ 7000 désengagés de Boko Haram à réinsérer : La bombe à retardement : Yacoub Dabio, Ahmat : Amazon.fr : Livres

I- CONTEXTE

Situé en Afrique centrale, dans la bande sahélienne, le Tchad fait partie des pays les plus pauvres du monde. Son indice de développement humain fait partie des plus faibles (185^{ème} sur 188 pays)⁸, et il a une population de 14 millions d'habitants, constituée à majorité de jeunes. Cette jeunesse qui pourtant devrait efficacement contribuer au développement du pays, semble marginalisée et a un regard peu reluisant sur son avenir. La précarité des ressources naturelles, les grands défis du changement climatique, le chômage, la crise socioéconomique, le faible niveau d'instruction (surtout dans la Région du Lac Tchad⁹), le faible niveau de qualification et de formation professionnelle, le faible esprit d'innovation et de créativité sont autant d'obstacles qui renforcent la vulnérabilité des jeunes. Ces différents facteurs les exposent à divers fléaux parmi lesquels la recherche du gain facile et les promesses piégées des extrémistes.¹⁰

⁸Rapport sur le développement humain (PNUD, 2015)

⁹ Sur 2200 désengagés, seuls 50 ont connu une scolarité primaire, soit 2,27 %, parmi lesquels 5 savent lire et écrire en raison de 0,22%. Source CEDPE, Revue scientifique trimestrielle, octobre 2018

¹⁰ Enquête réalisé par Search For Common Ground en 2013.

https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2013/12/TCH_Dec13_Analyse-des-facteurs-de-conflits-de-catastrophes-naturelles-et-de-la-vulnerabilite-du-systeme-educatif-aux-chocs-au-Tchad.pdf

Les questions de l'extrémisme violent, de la résilience et de la prévention de conflit se posent avec acuité dans la province du Lac. Géographiquement, cette province est située à l'Ouest dans la zone sahélienne et frontalière au Cameroun, au Nigeria et au Niger avec une subdivision administrative de cinq (5) départements à savoir : Fouli, Kaya, Mamdi, Wayi et Doum Doum/Koulkimé.

En effet, les populations les plus affectées dans ce contexte de la criminalité transfrontalière organisée se composent des femmes, des jeunes et des hommes des communautés locales, des personnes réfugiées, victimes, désengagées/désassociées, déplacées ou retournées à la suite des crises sociopolitiques, sécuritaires et humanitaires. Les vulnérabilités spécifiques de ces personnes en migration d'une part et la pauvreté galopante de ménages sahéliens d'autre part, représentent des facteurs de régionalisation de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans un contexte de croissance démographique exponentielle. Ces couches sociales expriment des besoins vitaux tant matériels (alimentation, santé, habitat, énergies) qu'immatériels (sécurité personnelle, espoir, solidarité, épanouissement, culture, progrès) qui ne sont pas toujours satisfaits.

Les attaques du groupe Boko Haram ont fait des victimes parmi les milliers de populations installées

dans cette région du Lac. Cette population qui profitait par le passé directement ou indirectement des potentialités économiques du Lac est réduite à la pauvreté. Les attaques, les atrocités et les enlèvements quotidiens empêchent de vaquer normalement aux activités (commerciales, agro-pastorales et piscicoles). Face à cette situation, les États de la sous-région soutenus par l'Union Africaine et la communauté internationale se sont lancés dans la lutte armée contre ce fléau en mettant en commun leur force afin de mener plus d'actions militaires dans l'éradication des groupes extrémistes.

La crise qui frappe la région du lac Tchad plongeant les populations qui vivent le long de ses rives dans une situation de grande instabilité constitue désormais un sujet de préoccupation au niveau mondial. L'ampleur de cette crise est phénoménale, ses causes sont complexes et sa résolution semble pour l'heure peu probable. Il lui faudra sans doute attendre encore une génération avant de connaître une issue favorable. Entre temps, un effort considérable est déployé en vue d'y remédier mais le défi est de taille. Pour le relever, un changement de perspective s'impose, tant au niveau de l'orientation de l'action engagée qu'au niveau de l'approche retenue et des ressources qui lui sont dévolues. Il y a différentes façons de qualifier la situation dans cette région et davantage encore pour conceptualiser la réponse qu'il convient d'y apporter. En substance, il

y aurait dans cette région trois crises distinctes mais interdépendantes et se renforçant mutuellement : un déficit structurel et persistant en matière de développement ; une rupture du contrat social qui s'est manifestée par le mépris des lois et a entraîné une insurrection violente perpétrée par des extrémistes ; une catastrophe environnementale annoncée et irréversible, mais qui nécessite de l'attention et des ressources pour en atténuer l'impact sur les populations et les aider à absorber les chocs et à s'y adapter au fil du temps. Une réponse régionale est nécessaire car ni les causes ni les effets de la crise ne respectent les frontières nationales. Les indicateurs de développement humain des différentes zones situées autour du lac sont parmi les plus faibles au monde. Le mal insidieux de l'extrémisme violent échappe au contrôle des frontières. La réalité actuelle et la menace future du changement climatique défient toutes les institutions et les autorités¹¹.

Il convient de rappeler que l'option militaire à elle seule n'a jamais réussi à résoudre un conflit et ce n'est pas les plus grandes nations militarisées au monde qui vont démentir cela surtout après les interventions en Afghanistan, Libye, Irak, Ukraine. **Malgré sa nécessité face à un terrorisme qui ne**

¹¹ Union Africaine, stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram, août 2018.

comprend que le langage de la violence, l'option de la force en l'absence d'une stratégie préventive dans l'espace du G5 Sahel et le Bassin du Lac Tchad a montré ses limites. Une des solutions apprise et retenue après cette grande expérience de lutte contre l'extrémisme violent est d'associer l'aspect sécuritaire¹² à une stratégie de prévention qui consiste à prévoir le développement base essentielle de la paix.

Malgré une multitude d'études réalisées çà et là, cependant, en dehors de quelques démarches isolées de stabilisation très limitées, le problème reste entier.

À cet effet, autant les multitudes de conférences, ateliers, colloques, séminaires, réunions sur la thématique relative à l'extrémisme violent sont nécessaires pour dégager une stratégie commune axée sur la phénoménologie et la typologie, autant il est temps voire urgent de passer à des actions concrètes.

¹² Bourita, le ministre des affaires étrangères marocain a déploré le fait d'évoquer la thématique sécuritaire à chaque fois que nous parlons du Sahel", notant que "le fait est qu'en l'espace d'une décennie, notre région est devenue non seulement un lieu de retour et de redéploiement des combattants étrangers, mais aussi un espace producteur de groupes terroristes ». Le Sahel reste, malheureusement, la 2ème zone la plus affectée par le terrorisme dans le monde, a fait savoir le ministre, soutenant que s'arrêter sur les défis à la paix et à la sécurité, "notre espace sahélo-saharien n'est, donc, pas une figure de style, mais une préoccupation de fond ».

Car la montée de l'extrémisme et les effets dévastateurs des groupes qui adoptent des idéologies violentes réduits non seulement à néant les avancées en matière de développement, mais risque également de freiner les perspectives de développement pour les décennies à venir. Les gouvernements du monde à travers différents programmes essaient de décourager les jeunes à se radicaliser. Mais ces efforts n'atteignent pas les objectifs escomptés en ce sens où les politiques étatiques et ses partenaires ne permettent pas la prise en charge totale des personnes dans le besoin. Ceux-ci deviennent donc des proies faciles pour les mouvements terroristes. De tous ces mouvements, l'Afrique n'échappe guère à ces bouleversements et les jeunes manquant d'orientation et des perspectives pour leur avenir et n'ayant plus de repères, constituent une cible facile pour ces groupes extrémistes et risquent d'être sous l'emprise du radicalisme. L'intégration socio-économique infructueuse et le taux de chômage élevé de ces jeunes dans un contexte de sécurité fragile, comme dans la région du Lac Tchad qui abrite environ 21 millions d'habitants partagés entre le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria, compte parmi les populations les plus démunies et les plus vulnérables au monde. Elle souffre non seulement d'un niveau élevé de pauvreté, mais également de chômage, d'insécurité alimentaire, de malnutrition et

d'analphabétisme¹³. Ces niveaux d'ailleurs atteignent un degré de crise (OCHA, 2016) accentué par le phénomène du changement climatique. Allant dans le même ordre d'idée, 94,49% des désassociés ne possèdent pas de pièce d'identité¹⁴ ; 85,06% ont des difficultés en nourriture, 72,87% éprouvent des difficultés en logement¹⁵, 97% n'ont aucun niveau d'études et 10% des jeunes prêtent allégeance aux groupes extrémistes¹⁶

Depuis le début de la crise au Nigeria, le Tchad a été confronté à un afflux croissant de réfugiés, rapatriés et personnes déplacées à cause de multiples attaques de Boko Haram.

¹³ Le très faible taux d'éducation scolaire soit 3,19% est un indice alarmant (Source CEDPE : Ahmat Yacoub Dabio, la bombe à retardement, 7000 désengagés de Boko Haram à réinsérer, Amazon, 2020).

¹⁴ Ahmat Yacoub Dabio, la bombe à retardement, 7000 désengagés de Boko Haram à réinsérer, Amazon, 2020, P.55

¹⁵ Ibid., P.67

¹⁶ Ibid., P.77

II- JUSTIFICATION

L'extrémisme violent et ses effets dévastateurs suite aux attaques des groupes extrémistes réduisent à néant beaucoup de projets en matière de développement qui sont conçus par les gouvernements ou les organisations non-gouvernementales et cela dans le monde. L'Afrique n'en est pas du reste. C'est le cas de la zone du Lac Tchad fertile aux recrutements, où les mouvements avec des idéologies violentes profitent de la pauvreté et les manques de politiques de développement pour radicaliser et convaincre des personnes à se rallier à leur cause avec des conséquences désastreuses.

De ce qui précède, l'insécurité et la précarité permanentes au sein des groupes extrémistes (Boko Haram et ISWAP), les sensibilisations, les promesses d'amnistie faites par les États et les interventions militaires sont pour la plupart les raisons du retour massif des personnes associées aux groupes extrémistes, qui par peur de mourir, certaines se rendent volontairement et d'autres sont capturées par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) lors des opérations.

Quitter les maquis des groupes extrémistes est souvent le point de départ d'un parcours incertain et

imprévisible allant du désengagement à la réintégration dans la société¹⁷.

Les résultats d'une étude menée par le CEDPE en 2019 révèlent qu'il existe environ 4142 désengagés de Boko Haram dans la province du Lac Tchad¹⁸

L'ampleur de la crise du lac Tchad est telle qu'une aide humanitaire sera nécessaire pendant encore de nombreuses années. Le processus de stabilisation doit garantir l'accès à ces services et leur sécurité sur la base des seuls besoins, conformément aux principes internationaux inviolables d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Dans de nombreux endroits autour du Lac, la présence de l'État est faible voire inexistante dans la vie des habitants. Les capacités et les normes de gouvernance doivent être améliorées si l'on veut rétablir le contrat social, relancer le processus de développement et gérer la crise environnementale. Il faut faire en sorte que des moyens de subsistance durables remplacent la fourniture de l'aide humanitaire le plus tôt possible. Les projets d'infrastructure et autres travaux publics peuvent créer des emplois immédiats à court terme et

¹⁷Fonteh Akum, Remadji Hoinaty et Malik Samuel, Institut d'Études de Sécurité, sortir des groupes extrémistes violents dans le bassin du Lac Tchad, mars 2021, P.3

¹⁸ CEDPE, rapport statistique de la mission de profilage des désengagés de Boko Haram dans la province du Lac, novembre 2019

dynamiser les économies locales. Dans un avenir prévisible, la reprise socioéconomique de la région restera dépendante de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. Le relèvement rapide et l'expansion de ces secteurs sont d'une importance vitale et ne peuvent se faire que par le biais d'une stratégie de développement appuyée par de programmes de subventions et de crédits.

Tous les futurs investissements dans le développement socio-économique doivent être résistants au changement climatique : les évaluations de la fragilité à l'égard du changement climatique devraient sous-tendre le processus de planification afin de renforcer la résilience aux chocs, de soutenir l'adaptation et l'atténuation et d'assurer la durabilité à long terme. L'éducation est au cœur du problème et sera la clé de sa solution. Les écoles doivent être reconstruites, les enseignants recrutés et formés, les taux de scolarisation améliorés et les taux d'achèvement en ce qui concerne l'alphabétisation et d'autres compétences de base accrues.

Le rattrapage éducatif doit être accessible à ceux qui ont manqué l'école et la scolarisation dans des écoles non étatiques soumise aux processus appropriés d'enregistrement, d'approbation des programmes, de certification des enseignants et de contrôle de la qualité. L'éducation de base doit être complétée par des initiatives de formation professionnelle et de création d'entreprise ciblées pour inculquer aux

jeunes les compétences dont ils ont besoin pour intégrer le marché du travail et gagner leur vie.

Des initiatives spécifiques seront nécessaires pour renforcer les capacités des autorités et des communautés en matière de prévention de l'extrémisme violent. Il apparaît indispensable de mobiliser les communautés afin de les engager à contester les discours extrémistes et d'orienter le débat public de sorte à encourager le rejet et la dénonciation de l'idéologie de l'extrémisme violent.

Il conviendrait également de renforcer la coopération transfrontalière entre toutes les parties prenantes de même qu'il faudrait instaurer l'architecture de la paix au niveau local, national et régional et la rendre opérationnelle afin d'assurer l'efficacité des systèmes d'alerte rapide dans tous les cas de conflits et de renforcer les capacités des parties prenantes concernées à réagir en temps et en heure. La crise du lac Tchad a touché de manière disproportionnée les femmes et les filles. De ce fait, il convient d'intégrer une approche tenant compte de la problématique hommes-femmes dans la réponse.

Il est question de concevoir et de mettre en œuvre des initiatives qui autonomisent les femmes et les jeunes, encouragent leur participation à tous les processus

de stabilisation, de relèvement rapide et de développement¹⁹.

« Certes, contrairement aux années 2010, le risque inhérent de récidive reste minime pour plusieurs raisons parmi lesquelles la défaite progressive sur le terrain des groupes extrémistes, les luttes internes sources des divisions, la mort des deux leaders charismatiques (Abubakr Shékawu²⁰ de Boko Haram, Alburnawi de l'ISwap), la découverte par la population de la vraie nature des groupes extrémistes, le renforcement des forces de défense et de sécurité, le déploiement de l'administration dans la région, les mensonges des groupes extrémistes quant aux promesses sur terre et au-delà »²¹. C'est pourquoi, même si le statut juridique des anciens « bokoharamistes » est un problème crucial, il ne doit en aucun moment être un handicap à ce projet de stabilisation et renforcement de la résilience des populations, car 54% des désengagés sont des femmes qu'on appelle « désassociées » puisqu'elles

¹⁹ Union Africaine, stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram, août 2018.

²⁰ Le chef de Boko Haram Abubakr Shékawu s'est fait exploser en mai 2021, lors d'un combat avec le groupe de l'ISwap de Alburnawi qui aurait lui-même trouvé la mort quelques mois après.

²¹ Ahmat Yacoub DABIO, président du CEDPE, expert en gestion des conflits, auteur de plusieurs études dont « 7000 désengagés de Boko Haram à réinsérer, la bombe à retardement », Amazon 2020

se sont retrouvées contre leur gré dans des zones occupées par des groupes extrémistes et par conséquent, elles n'ont pas toutes adhéré volontairement à ces groupes.

Compte tenu du nombre croissant de personnes ayant fait défection des rangs du groupe Boko Haram pour trouver refuge dans les zones hors contrôles de ce groupe et compte tenu du niveau de pauvreté de la population du Lac Tchad, et vu surtout que la situation sécuritaire de la Province du Lac se normalise progressivement et pour éviter un revirement de la situation, il est important de se pencher sur la stabilisation, le redressement et le renforcement de la résilience de cette zone affectée par la crise BH en coordonnant le retour et la réintégration des personnes déplacées, des réfugiés, des désengagés, des victimes et les autochtones, raison pour laquelle le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) a initié ce projet intitulé « **stabilisation et renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac** » SRRP-PL. Car, la stabilisation et le renforcement de la résilience fait partie de la stratégie préventive qui consiste à dissuader la jeunesse à rejoindre le camp ennemi. Il faut rappeler qu'en l'absence d'un cadre infrastructurel ou d'un programme de déradicalisation, les désassociés des maquis des

groupes extrémistes dans la province du Lac ont pour la plupart réintégré leurs communautés en abandonnant les idées extrémistes qui étaient à l'origine de leur engagement dans les groupes. Après la mise à jour de l'étude menée sur le profilage, on estime à environ 7000 « désassociés » dont 54 % de femmes qui ont regagné la province du Lac au Tchad sans avoir reçu un programme de déradicalisation ou un accompagnement socio-professionnel. Un grand nombre des désassociés ont reçu peu ou pas d'assistance humanitaire, et sont généralement rentrés et même réinstallés grâce à la solidarité familiale/ communautaire, mais sans avoir bénéficié d'une évaluation sur les antécédents, le risque de traumatisme ou d'autres formes de victimisation.

D'ailleurs, force est de constater que le pardon est une particularité, sui generis, récoltée par les tchadiens à travers une expérience de six décennies d'un conflit fratricide. Cette mentalité inédite de tolérance et de pardon a permis aux désassociés et désengagés de se réintégrer dans leurs différentes communautés sans souffrir d'une quelconque stigmatisation ou marginalisation. Et par conséquent, il faut reconnaître qu'aujourd'hui, il n'est plus question d'évoquer la réintégration de ces personnes mais d'assurer une stratégie de prévention afin d'empêcher d'une part, les groupes extrémistes de puiser dans cette importante ressource humaine

et d'autre part, de dissuader les désassociés de reprendre pour des raisons économiques la route de l'immigration.

De ce qui précède, ce projet contribuera à réduire ce gap, prévenir et lutter contre l'extrémisme violent par une approche basée sur le développement et l'autonomisation économique des communautés. Car au jour d'aujourd'hui, aucune avancée sérieuse n'a été constatée sur le volet de la réinsertion des désengagés/désassociés et des victimes des groupes extrémistes violents. Autant nous sommes fortement préoccupés par cette situation et la question qui nous taraude l'esprit est de savoir jusqu'à quand allons-nous accepter de tourner en rond ? Autant nous estimons que le moment est venu pour s'attaquer sérieusement à ce volet qui s'inscrit dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent et la stabilisation de la province du Lac. L'élaboration de ce projet est établie sur la base d'importantes données d'études.

III- OBJECTIFS DU PROJET

1- Objectifs principaux

L'objectif principal de ce projet est de stabiliser et renforcer la résilience de la population de la Province du Lac, en grande partie victime des dégâts, en leur sensibilisant, déradicalisant, formant, dotant en matériels, cash et logements afin de leur permettre d'augmenter la production au sein de leurs communautés en vue d'une résilience et d'un soutien efficace à la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation.

2- Objectifs secondaires

Les objectifs secondaires de ce projet sont entre autres :

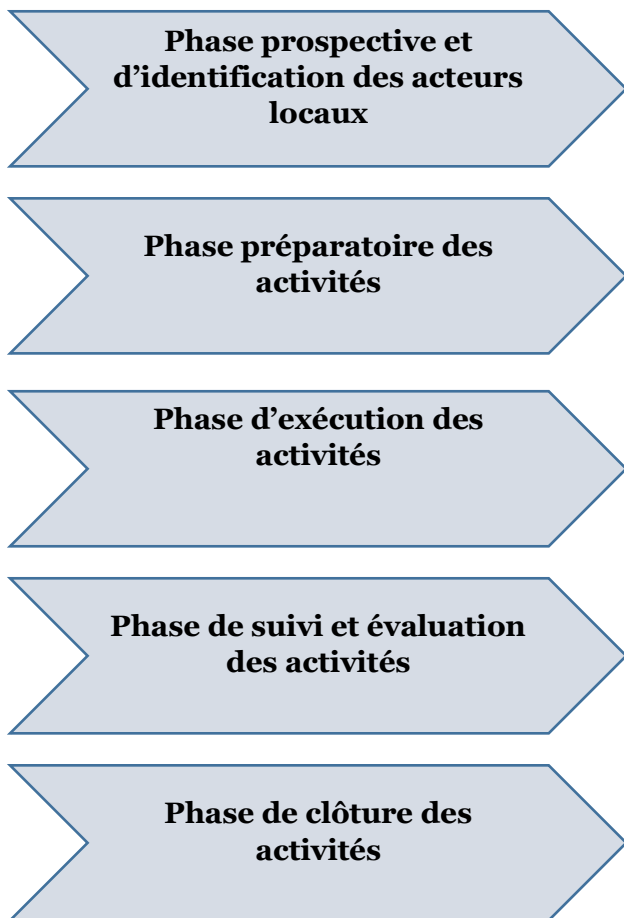
- 1- Sensibiliser les populations cibles sur l'extrémisme violent, le changement climatique, l'importance de la paix et de la cohabitation pacifique ;
- 2- Former les populations cibles en AGR, prise en charge psychosociale et alphabétisation ;
- 3- Déradicaliser les désengagés/désassociés de Boko Haram ;
- 4- Doter les populations cibles des kits/équipements et leur octroyer des cash pour leur installation ;
- 5- Construire huit mille logements afin de reloger les plus démunis.

IV- RÉSULTATS

- 1- La connaissance des bénéficiaires en extrémisme violent, cohabitation pacifique et changement climatique est améliorée ;
- 2- La capacité des bénéficiaires en AGR, prise en charge psychosociale et alphabétisation est renforcée ;
- 3- Plusieurs emplois grâce à la formation et à l'accompagnement sont créés;
- 4- Les plus démunis sont dotés des kits et des cash pour la mise en œuvre de leurs activités;
- 5- Les plus démunis sont désormais logés grâce au projet.

V- MÉTHODOLOGIE

La méthodologie pour le projet de stabilisation et de renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac sera la suivante :



Le Réseau des Organisations de la Société Civile du Bassin du Lac Tchad (RROSC-BLT) propose de mettre en œuvre ce projet par le biais d'une synergie avec les acteurs concernés notamment par des micro-contrats de prestations de services de sous-traitance pour les consultations.

Cette mise en œuvre privilégiera l'approche communautaire qui consiste à mettre à contribution les institutions représentatives des structures membres du Réseau des Organisations de la Société Civile du Bassin du Lac Tchad (RROSC-BLT), et autres acteurs et services publics des localités concernées dont la contribution a été remarquablement appréciée dans les expériences similaires précédentes. La mise à contribution des communautés et particulièrement de la jeunesse dans le processus d'élaboration et diffusion des messages de tolérance, de la cohabitation pacifique et de paix en tant que relais communautaires, représente un atout de taille qui permet d'assurer la durabilité et la pérennité de l'action.

L'approche résilience interviendra pour offrir aux hommes, jeunes et aux femmes des opportunités d'auto-emploi et de réinsertion sociale notamment du point de vue économique, de la dignité et de la sécurité humaines.

La bonne connaissance de la zone du projet par les membres du RROSC-BLT grâce à leur présence effective sur le terrain et les nombreuses expériences

antérieures sur la même thématique, leur confère une assurance certaine pour la réussite de l'action.

La sensibilisation, les sessions de formation, les séances de déradicalisation, les dotations en kits et cash et la construction des logements font parties des activités principales dudit projet. Elles seront respectivement mises en œuvre dans les cinq localités concernées par le projet à savoir : **Mamdi, Kaya, Liwa, Koulkimé/Doum doum, Wayi**. La mise en œuvre de ce projet s'étale sur 03 ans avec un effectif estimé à **120 000**²² personnes qui seront d'une manière ou d'une autre concernées par cet important projet producteur d'une multitude d'activités dans les cinq localités de la province conformément au chronogramme établi des activités.

L'approche méthodologique souhaitée est interactive, participative et pratique. Des ateliers seront constitués pour l'apprentissage pratique desdites techniques par les bénéficiaires. L'équipe de formation à recruter par le Réseau des Organisations de la Société Civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC-BLT) devra élaborer les supports d'animation desdites sessions dans les matières/thématiques ciblées et qui soient adaptés aux cinq types de cibles. Lesdits supports devront être soumis pour validation préalable au ROSC-BLT. Un rapport global de la

²² 73 678 personnes dont 65 000 auditeurs

mission sera dressé pour chaque type d'activité et rendu disponible pour les besoins de documentation et capitalisation.

L'intervention du Réseau des Organisations de la Société Civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC-BLT) pour la prestation des services se fera en différentes phases suivantes :

1– Phase prospectives et d'identification des acteurs locaux :

Cette phase consiste à réaliser des missions de prospection sur le terrain en vue de :

- Identifier les principaux bénéficiaires et acteurs nouvellement en place (les victimes de Boko Haram, les réfugiés, les déplacés, la population autochtone, les autorités administratives, les leaders religieux, traditionnels, les différentes associations, les sites de formation, des campagnes de sensibilisation et de construction des logements...);
- Identifier et recenser les bénéficiaires directs et indirects de l'appui aux moyens d'existence durable ainsi que leurs besoins spécifiques.

2 - Phase préparatoire des activités :

La coordination du projet élaborera une planification hebdomadaire des activités (sur la base du chronogramme). Pour chaque activité des TDR seront élaborés afin de :

- Connaître les acteurs impliqués, les lieux/dates retenus, les cibles et objectifs visés ;
- Identifier les consultants puis contractualiser avec eux, et
- Estimer le niveau d'atteinte des résultats escomptés.

3- Phase d'exécution des activités :

Le staff du projet en collaboration avec les acteurs concernés par activité, procéderont au moment venu à sa mise en œuvre sous la supervision de l'officier du projet et la responsabilité du coordinateur. Cette phase sera sanctionnée par la rédaction d'un rapport narratif et financier pour chaque activité réalisée pour rendre compte de la performance qualitative et quantitative. L'ensemble desdits rapports sera compilé en un seul pour en faire des rapports mensuels et final conformément à la planification et la procédure convenue avec les partenaires.

4 - Phase de suivi et évaluation des activités :

Le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de chaque activité permet d'apprécier la qualité des réalisations et leur cohérence avec le projet et la planification. La réunion ordinaire de l'équipe d'appui qui fait office du comité de pilotage permettra de déceler les contraintes et de proposer des solutions alternatives pour recadrer la planification. Les rapports seront communiqués aux différents acteurs impliqués et en

priorité aux partenaires financiers par mois en vertu du principe de la redevabilité, pour examen et suite à donner. Une évaluation à mi-parcours réalisée dans ce cadre permettra de réajuster le cas échéant la méthodologie ou l'intervention en vue de maximiser les chances d'atteindre des résultats escomptés. Le rapport de l'autoévaluation sera partagé pour toute fin utile. Un rapport final du projet sera élaboré afin de montrer les effets et capitaliser les acquis.

Le dispositif de pilotage à mettre en place consistera en un comité de pilotage du projet composé de l'équipe de la coordination, des membres du Réseau des Organisations de la Société Civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC-BLT) et des membres des partenaires financiers du projet. Il tiendra des réunions bimensuelles afin de suivre et assurer une exécution efficace du projet.

5 - Phase de clôture des activités :

Au terme de la mise en œuvre des activités, une évaluation externe et un audit de vérification des comptes du projet seront organisés sous l'égide de la coordination du Réseau des Organisations de la Société Civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC-BLT) afin de mesurer la performance technique et financière de sa mise en œuvre. Ces missions seront conduites par des prestataires indépendants et neutres sous forme de contrat de prestations de service.

VI- LES ACTIVITÉS DU PROJET SRRP-PL

Les principales activités du projet concernent toutes les cinq localités visées par le projet et s'articulent comme suit :

- Activité 1 : Rencontre d'échange et d'information avec les autorités locales et les bénéficiaires ;
- Activité 2 : Sensibilisation sur le changement climatique, le reboisement, l'extrémisme violent et la cohabitation pacifique par le théâtre participatif et les débats ;
- Activité 3 : Organisation des séances d'alphabétisation avec les bénéficiaires ;
- Activité 4: Formation des bénéficiaires sur la prévention et gestion des conflits et les vertus de la paix ;
- Activité 5 : Organisation d'une formation en techniques de prise en charge psychosociale ;
- Activité 6 : Séance de déradicalisation des désassociés de Boko Haram ²³
- Activité 7 : Formation des bénéficiaires en techniques de cultures maraîchères ;

²³ Le Conseil de sécurité des Nations Unies a prié instamment les gouvernements de la région à « élaborer et mettre en œuvre des politiques cohérentes visant à encourager les défections de membres de Boko Haram et de l'EIL, ainsi que la déradicalisation et la réintégration de ceux qui ont fait défection » (résolution 2349 (2017))

- Activité 8 : Formation des bénéficiaires en couture et fabrication des produits artisanaux (poterie, tapisserie, tannerie...) ;
- Activité 9 : Formation en techniques d'élevage des volailles et des petits ruminants ;
- Activité 10 : Formation en menuiserie ;
- Activité 11 : Formation en bâtiment – électricité/Maçonnerie ;
- Activité 12 : Formation en hôtellerie (restauration, pâtisserie) ;
- Activité 13 : Formation en fabrication du charbon bio (à base des tiges des céréales...) ;
- Activité 14 : Formation en techniques de production et transformation des produits locaux ;
- Activité 15 : Atelier de formation et de sensibilisation des bénéficiaires sur les AGR porteuses et le coaching ;
- Activité 16 : Formation en informatique (bureautique) ;
- Activité 17 : Dotation en kits/équipements pour l'installation des bénéficiaires ;
- Activité 18 : Équipe de coordination du projet ;
- Activité 19 : Hébergement des bénéficiaires, sécurité, restauration et accessoires ;

- Activité 20 : Construction des logements pour les bénéficiaires²⁴.
- Activité 21 : Suivi-évaluation du projet.

VII- DURÉE DU PROJET

La durée dudit projet est de 36 mois conformément au programme d'activités prévu pour sa mise en œuvre.

La période de réalisation de cette activité est fixée **de janvier 2023 à janvier 2026**.

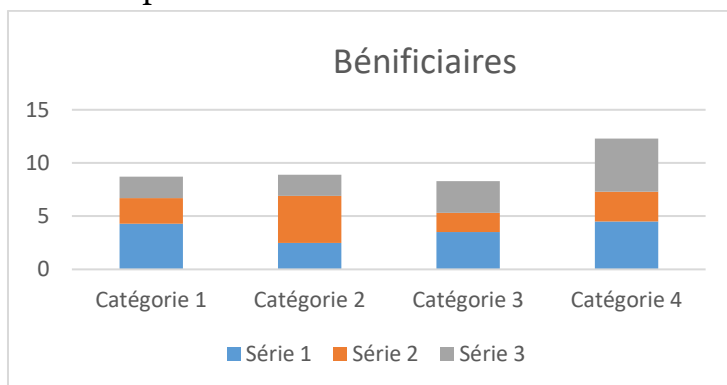
VIII- LES BÉNÉFICIAIRES

Ce projet touchera au total environ **120 000 personnes dont** 8 000 bénéficiaires directes (les victimes, les réfugiés, les retournés et la population autochtone) dans les 05 localités de la province du Lac soit un total de 2000 personnes dans le département de Mamdi, 1500 à Fouli, 1500 à Kaya, 1500 à Wayi et 1500 à Koulikimé/Doum-doum réparties comme suit :

- Autochtones : 2100
- Désassociés (les femmes et les jeunes) : 1500
- Déplacés/retournés : 1500
- Désengagés : 1200

²⁴ La construction de ces logements nécessitera le montage d'un plan de construction et les travaux engageront une main d'oeuvre locale en priorité les bénéficiaires qui seront formés ce qui profitera à la région. Les logements seront éclairés en solaire y compris les rues.

- Victimes des atrocités : 1000
- Réfugiés : 500
- Rapatriés : 200



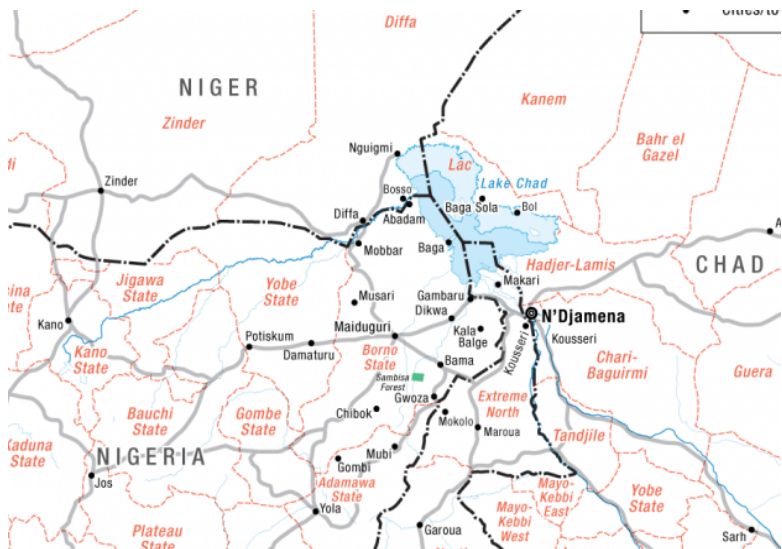
L'équipe du projet veillera à ce que les femmes et les jeunes soient valablement représentés.

IX- ZONE COUVERTE PAR LE PROJET

La Province du lac est le lieu d'implantation de ce projet. Le choix porté sur cette zone se justifie par le fait qu'elle regorge un grand nombre de personnes victimes de l'extrémisme violent, des déplacés, des retournés, des réfugiés et autres qui ont besoin de ce projet de stabilisation après des années de trouble et d'incertitude.

La province du Lac est divisée en 5 départements qui sont entre autres : Doum-Doum/Koulkimé, Liwa, Kaya, Mamdi, Wayi.

PROVINCE	Chef-lieu de la Province	Département	Chef-lieu de Département	Communes
LAC	BOL	DOUM-DOUM	Doum-Doum	Doum-Doum, Kouloudia , Balladja, Isseïrom, Yourtou, Makarrati, Amerom
		LIWA	Liwa	Liwa, Kaiga-Kindjiria, Daboua
		KAYA	Bagassola	Bagassola, Ngouboua
		MAMDI	Bol	Bol, Kangalam, Ngarangou, Kinesserom
		WAYI	Ngouri	Ngouri, Ndjigdada, Galla-Bira, et Didinentchi



Source : Chika Charles Aniekwe PhD
Senior Advisor & Head of Secretariat

X- GESTION ET COORDINATION DU PROJET/ PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA STRUCTURE ET L'ÉQUIPE DU PROJET

1- Présentation du Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE)

Le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), est une structure associative, une sorte de Think Tank, un laboratoire d'idées. C'est un pôle d'expertise dans le cadre d'études et de recherche sur les causes et conséquences des maux qui minent la stabilité sociale. Il est devenu une référence au Tchad et ailleurs dans le domaine de la prévention de la radicalisation, de l'extrémisme violent, de la gestion des conflits inter et intracommunautaires, la stabilisation et le renforcement de la paix. Le centre mène des activités qui sont entre autres : les descentes sur le terrain pour mener des enquêtes, la publication des ouvrages, la publication de la revue scientifique, l'organisation des ateliers, des conférences débats et participent aux travaux d'études avec les partenaires techniques dans son domaine d'expertise. Le centre participe également à des rencontres au niveau national et international. Il dispose des chercheurs et chercheurs-associés qui ont des profils divers et apportent leurs expertises dans le domaine de la recherche. La rencontre avec les jeunes pour la sensibilisation contre la radicalisation, l'extrémisme violent, la prévention des conflits et la question de la paix font partie des activités du centre. Les différentes provinces du Tchad sont des zones de prédilection du CEDPE dès le début du lancement de ses activités, ce qui

a permis au CEDPE de nouer des contacts accrus tant au niveau administratif et traditionnel. Les profils du personnel en général et ceux désignés dans le cadre de ce projet en particulier répondent aux exigences vis-à-vis de l'expérience et de la connaissance des zones d'interventions du projet.

2- Parmi les partenaires à citer ayant bénéficié de prestations du CEDPE :

- Le Ministère de la femme qui a sollicité l'expertise du CEDPE dans le cadre du profilage de 2544 désengagés de Boko Haram dans la province du Lac.
- L'Union Européenne quant à elle a demandé une mise à sa disposition de la base de données de l'enquête d'identification de 285 repentis de Boko Haram dans la province du Lac Tchad, ce qui a conduit à l'organisation d'un atelier et à la production d'un rapport sur le parcours social des 285 repentis de Boko Haram identifiés en avril 2018 sous le compte du CEDPE. L'organisation dudit atelier qui a eu lieu le 25 octobre 2018 et a réunis les différents profils qui œuvrent dans le domaine de la prévention de la radicalisation, d'extrémisme violent, du terrorisme, des conflits et autres.... Cet atelier a permis de dérouler les profils des différentes personnes qui se sont engagées dans le groupe Boko Haram et de mettre en relief les motifs de leur engagement et désengagement au groupe BH ainsi que leur situation sociale actuelle.

- L'Ambassade de France a financé l'organisation de la conférence portant sur « les élections apaisées » qui a eu lieu le 09 février 2021. Cette conférence avait aussi pour but de présenter les résultats d'un sondage sur les attentes de la population par rapport aux élections. Cette enquête a été réalisée par le CEDPE en février 2021.
- Le PNUD qui demeure aussi un partenaire important qui intervient de temps en temps pour soutenir les activités de sensibilisation dans le domaine de la prévention de l'extrémisme.
- L'USAID qui a financé un projet de huit mois d'activités et grâce auquel le cedpe est doté de dix ordinateurs, d'une bibliothèque scientifique, de l'équipement des bureaux, de la production de la revue scientifique.
- L'OIF qui financé un projet d'activités de deux mois (octobre-décembre 2021)
- Le Ned qui a financé un projet d'activités d'une année dans le cadre de la promotion des valeurs démocratiques et grâce auquel le personnel est rémunéré, des études et la revue sont reproduites et publiées.
- Grâce à ces différentes subventions, le CEDPE a aussi produit 56 études dont 22 ont été éditées en vente en ligne sur Amazon et disponibles dans la bibliothèque scientifique du CEDPE.

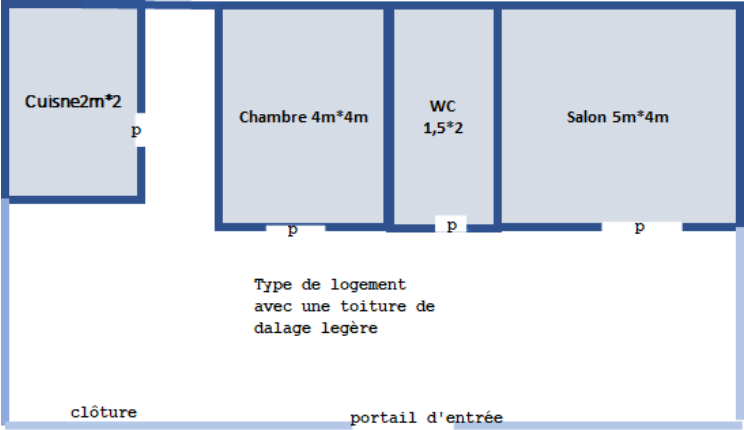
XI- PLAN DE TRAVAIL ANNUEL (PTA)

Le plan de travail aura lieu après débat, amendements et validation. La construction de ces logements nécessitera le montage d'un plan de construction et les travaux engageront une main d'oeuvre locale en priorité les bénéficiaires qui seront formés ce qui profitera à la région. Les logements seront éclairés en solaire.



Idée sur le type de logement

Un logement avec une clôture qui se compose d'une chambre, d'un salon, d'une cuisine et des toilettes.



100 logements par village



Détail sur le budget du projet

Projet de stabilisation et de renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac								
Activités	Désignation des dépenses	Quantité	Unité	Fréquence	Coût Unitaire en FCFA	Montant en FCFA	Plan de décaissement	
							Tranche 1 oct-22	Total décaissement
Activités de la première année de la mise en œuvre du projet								
Activité 1: Rencontre d'échange et d'information avec les autorités locales et les bénéficiaires	Raffraîchissement	30	Personne	5	250	37 500	37 500	37 500
	Frais de mission ROSC-BLT	4	personne/jour	10	30 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
	Frais de facilitation	2	personne/jour	5	30 000	300 000	300 000	300 000
	Location véhicule	1	Véhicule/jour	10	60 000	600 000	600 000	600 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	80	Litre	10	650	520 000	520 000	520 000
	Total A.1					2 657 500	2 657 500	2 657 500
Activité 2: Sensibilisation sur le changement climatique, l'extrémisme et la cohabitation pacifique	Achat temps d'antenne/sensitisation	3	Temps	3	200 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
	atteintes	65000	0	-	-	-	-	-
	Achat kit sonorisation	1	Sono	1	500 000	500 000	500 000	500 000
	Achat groupe electrogene	0	Groupe	-	-	-	-	-
	Honoraire panelistes	3	personne	3	30 000	270 000	270 000	270 000
	Forfait comedians	5	Personne	3	30 000	450 000	450 000	450 000
	Forfait animateur/traducteur	3	Personne	3	20 000	180 000	180 000	180 000
	Achat carburant groupe	0	Litres	-	-	-	-	-
	Location véhicule	1	Véhicule/jour	2	60 000	120 000	120 000	120 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litres	3	650	624 000	624 000	624 000
	barre à mines	0	forfait	1	24 500	-	-	-
	Transport kits et matériels	0	FF	1	100 000	-	-	-
	Agent de sécurité	0	Personne	10	5 000	-	-	-
	Coordination projet	1	Frais de mission	10	30 000	300 000	300 000	300 000
	Total A.2					4 244 000	4 244 000	4 244 000
Activité 3: Seances d'alphabétisation avec les beneficiaries	Achat des cahiers	8000	Cahier	1	300	2 400 000	2 400 000	2 400 000
	Achat stylo	8000	stylo	1	50	400 000	400 000	400 000
	Tableau formation	20	Tableau	1	150 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
	Marqueur	100	Marqueur	1	500	50 000	50 000	50 000
	Achat Craie		Boite	4	2 000	-	-	-
	Achat materiel didactique	20	FF	1	200 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
	Location de formation	20	Salle/jour	60	20 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
	Restauration	8000	Personne	60	2 000	960 000 000	960 000 000	960 000 000
	Forfait traducteur	20	Personne	60	6 000	7 200 000	7 200 000	7 200 000
	Honoraire formateur	20	Personne	60	20 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
	Agent de sécurité	10	Personne	60	5 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
	Location vehicule	2	Vehicule/jour	4	60 000	480 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Transport kits et matériels	2	FF	2	100 000	400 000	400 000	400 000
	Forfait participant	8000	personne/mois	2	60 000	960 000 000	960 000 000	960 000 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	60	30 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000
	Total A.3					1 993 362 000	1 993 362 000	1 993 362 000
Activité 4: Formation des bénéficiaires sur la prévention et gestion des conflits et les vertus de la paix	Kits formation	8000	Kit	1	2 000	16 000 000	16 000 000	16 000 000
	Achat marqueur	100	Marqueur	1	500	50 000	50 000	50 000
	Location locaux formation	20	Salle/jour	16	20 000	6 400 000	6 400 000	6 400 000
	Restauration	8000	personne/jour	16	2 500	320 000 000	320 000 000	320 000 000
	Location vehicule	4	Vehicule/jour	16	60 000	3 840 000	3 840 000	3 840 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Forfait participant	8000	Personne	16	2 000	256 000 000	256 000 000	256 000 000
	Forfait traducteur	20	Personne	16	10 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000
	Honoraire formateur	20	Personne	16	30 000	9 600 000	9 600 000	9 600 000
	Forfait participant		personne/jour	16	3 000	-	-	-
	Agent de sécurité	10	Personne	16	5 000	800 000	800 000	800 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	16	30 000	960 000	960 000	960 000
	Total A.4					617 682 000	617 682 000	617 682 000

Activité 5: formation des désengagés en techniques de prise en charge psychosociale	Matériels didactiques	20	Kit	1	100 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
	Kits formation	4000	Kit	1	2 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
	Location locaux formation	20	Salle/jour	30	20 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000
	Location véhicule	4	Véhicule/jour	4	60 000	960 000	960 000	960 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	restauration	4000	personne	30	2 500	300 000 000	300 000 000	300 000 000
	Forfait participant	4000	personne/jour	30	2 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000
	Forfait traducteur	20	Personne	30	5 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
	Forfait formateur	20	Personne	30	30 000	18 000 000	18 000 000	18 000 000
	Agent de sécurité	10	Personne	30	5 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Activité 6: Seance de deradicalisation des desengagés/dessociés de Boko Haram	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
	Total A.5					588 092 000	588 092 000	588 092 000
	Matériels didactique	20	Kit	1	200 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
	Kits formation	4000	Kit	1	2 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
	Location locaux formation	20	Salle/jour	30	20 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000
	Location véhicule	4	Véhicule/jour	4	60 000	960 000	960 000	960 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Restauration	4000	Personne	30	2 500	300 000 000	300 000 000	300 000 000
	Forfait participant	4000	personne/Mois	30	2 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000
	Forfait traducteur	20	Personne	30	5 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Activité 7: Formation des bénéficiaires en techniques de cultures maraîchères	Forfait expert	20	Personne	30	30 000	18 000 000	18 000 000	18 000 000
	Forfait agent de sécurité	10	Personne	30	5 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
	Total A.6					590 092 000	590 092 000	590 092 000
	Matériels didactiques	10	Kit	1	200 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
	Kits de formation	520	Kit	1	2 000	1 040 000	1 040 000	1 040 000
	Location locaux formation	10	Salle/jour	30	20 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000
	Location véhicule	4	Véhicule/jour	4	60 000	960 000	960 000	960 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	520	Litre	4	650	1 352 000	1 352 000	1 352 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000	200 000
Activité 8: Formation des bénéficiaires en couture et fabrication des produits artisanaux	Restauration	520	Personne	30	2 500	39 000 000	39 000 000	39 000 000
	Forfait participant	520	personne/jour	30	2 000	31 200 000	31 200 000	31 200 000
	Forfait traducteur	10	Personne	30	5 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
	Honoraire formateur	10	Personne	30	30 000	9 000 000	9 000 000	9 000 000
	Forfait agent de sécurité	10	Personne	30	5 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
	Total A.7					95 552 000	95 552 000	95 552 000
	Matériels didactiques/machines	10	Kits	1	200 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
	Kits de formation	200	Kits	1	2 000	400 000	400 000	400 000
	Location locaux formation	7	Salle/jour	30	20 000	4 200 000	4 200 000	4 200 000
Activité 8: Formation des bénéficiaires en couture et fabrication des produits artisanaux	Location véhicule	2	Véhicule/jour	4	60 000	480 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000	200 000
	Restauration	200	Personne	30	2 500	15 000 000	15 000 000	15 000 000
	Forfait participant	200	personne/jour	30	2 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000
	Forfait traducteur	7	Personne	30	5 000	1 050 000	1 050 000	1 050 000
	Honoraire formateur	7	Personne	30	30 000	6 300 000	6 300 000	6 300 000
	Forfait agent de sécurité	7	Personne	30	5 000	1 050 000	1 050 000	1 050 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
	Total A.8					45 312 000	45 312 000	45 312 000

Activité 9: Formation en techniques d'élevage des volailles et des petits ruminants	Matériels didactiques	5	Kits	1	200 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
	Kits formation	300	Kits	1	2 000	600 000	600 000	600 000
	Location locaux formation	5	Salle/jour	21	20 000	2 100 000	2 100 000	2 100 000
	Location vehicule	1	Vehicule/jour	4	60 000	240 000	240 000	240 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000	200 000
	Restauration	300	Personne	21	2 500	15 750 000	15 750 000	15 750 000
	Forfait participant	300	personne/jour	21	2 000	12 600 000	12 600 000	12 600 000
	Forfait traducteur	5	Personne	21	5 000	525 000	525 000	525 000
	Honoraire formateur	5	Personne	21	30 000	3 150 000	3 150 000	3 150 000
	Forfait agent de sécurité	5	Personne	21	5 000	525 000	525 000	525 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	21	5 000	210 000	210 000	210 000
Total A.9						37 732 000	37 732 000	37 732 000
Activité 10: Formation en menuiserie	Matériels didactiques	5	Kits	1	100 000	500 000	500 000	500 000
	Kits de formation	250	Kits	1	2 000	500 000	500 000	500 000
	Location locaux formation	5	Salle	2	200 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
	Location vehicule	2	Vehicule	4	60 000	480 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000	200 000
	Restauration	250	Personne	30	2 500	18 750 000	18 750 000	18 750 000
	Forfait participant	250	personne/jour	30	2 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000
	Forfait traducteur	5	Personne	30	5 000	750 000	750 000	750 000
	Honoraire formateur	5	Personne	30	30 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000
	Forfait agent de sécurité	5	Personne	30	5 000	750 000	750 000	750 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
Total A.10						46 062 000	46 062 000	46 062 000
Activité 11: Formation en bâtiment – électricité/Maçonnerie	Matériels didactiques	6	Kits	1	200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
	Kits formation	150	Kits	1	2 000	300 000	300 000	300 000
	Location locaux formation	6	Salle/jour	21	20 000	2 520 000	2 520 000	2 520 000
	Location vehicule	2	Vehicule/jour	4	60 000	480 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Matière première pour la phase pratique	2	FF	1	200 000	400 000	400 000	400 000
	Restauration	150	Personne	21	2 500	7 875 000	7 875 000	7 875 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000	200 000
	Forfait participant	150	personne/jour	21	3 000	9 450 000	9 450 000	9 450 000
	Forfait traducteur	6	Personne	21	5 000	630 000	630 000	630 000
	Honoraire formateur	6	personne/jour	21	30 000	3 780 000	3 780 000	3 780 000
	Forfait agent de sécurité	6	Personne	21	5 000	630 000	630 000	630 000
	Coordination projet	2	Frais de mission/M	21	30 000	1 260 000	1 260 000	1 260 000
Total A.11						29 557 000	29 557 000	29 557 000

Activités de la deuxième année de mise en œuvre du projet							
Activité 12: Formation en hôtellerie (restauration, pâtisserie)	Matériels didactiques	4	Kits	1	150 000	600 000	600 000
	Kits formation	120	Kits	1	2 000	240 000	240 000
	Location locaux formation	4	Salle	30	20 000	2 400 000	2 400 000
	Location véhicule	1	Véhicule	4	180 000	720 000	720 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000
	Matière première pour la phase pratique	4	FF	1	150 000	600 000	600 000
	Restauration	120	Personne	30	2 500	9 000 000	9 000 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000
	Forfait participant	120	personne	30	2 000	7 200 000	7 200 000
	Forfait traducteur	4	Personne	30	5 000	600 000	600 000
	Honoraire formateur	4	Personne/MIS	30	30 000	3 600 000	3 600 000
	Forfait agent de sécurité	4	Personne	30	5 000	600 000	600 000
Activité 13: Formation en fabrication du charbon bio (à base des tiges des céréales...)	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000
	Total A.12					28 392 000	28 392 000
	Matériels didactiques	10	Kits	1	150 000	1 500 000	1 500 000
	Kits formation	500	Kits	1	2 000	1 000 000	1 000 000
	Location locaux formation	10	Salle	15	20 000	3 000 000	3 000 000
	Location véhicule	2	Véhicule	4	60 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000
	Matière première pour la phase pratique	10	FF	1	150 000	1 500 000	1 500 000
	Restauration	500	Personne	15	2 500	18 750 000	18 750 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000
	Forfait participant	500	Personne	15	2 000	15 000 000	15 000 000
	Forfait traducteur	10	Personne	15	5 000	750 000	750 000
Activité 14: Formation en techniques de production et transformation des produits	Honoraire formateur	10	Personne	15	30 000	4 500 000	4 500 000
	Forfait agent de sécurité	10	Personne	15	5 000	750 000	750 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000
	Total A.13					50 062 000	50 062 000
	Matériels didactiques	10	Kits	1	200 000	2 000 000	2 000 000
	Kits formation	350	Kits	1	2 000	700 000	700 000
	Matière première pour la phase pratique	10	FF	1	200 000	2 000 000	2 000 000
	Location locaux formation	10	Salle/jour	20	20 000	4 000 000	4 000 000
	Location véhicule	2	Véhicule/jour	4	60 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000
	Restauration	350	Personne	20	2 500	17 500 000	17 500 000
Activité 15: Atelier de formation et de sensibilisation sur les AGR porteuses et le coaching	Forfait participant	350	personne	20	2 000	14 000 000	14 000 000
	Forfait traducteur	10	Personne	20	5 000	1 000 000	1 000 000
	Honoraire formateur	10	Personne	20	30 000	6 000 000	6 000 000
	Forfait agent de sécurité	10	Personne	20	5 000	1 000 000	1 000 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	20	30 000	1 200 000	1 200 000
	Total A.14					50 912 000	50 912 000
	Matériels didactiques	10	Kits	1	200 000	2 000 000	2 000 000
	Kits formation	370	Kits	1	2 000	740 000	740 000
	Matière première pour la phase pratique	10	FF	1	200 000	2 000 000	2 000 000
	Location locaux formation	10	Salle/jour	30	20 000	6 000 000	6 000 000
	Location véhicule	2	Véhicule/jour	4	60 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	30	650	6 240 000	6 240 000
Activité 16: Formation en informatique (bureautique...)	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000
	Restauration	370	Personne	30	2 500	27 750 000	27 750 000
	Forfait participant	370	Personne	30	2 000	22 200 000	22 200 000
	Forfait traducteur	10	Personne	30	5 000	1 500 000	1 500 000
	Honoraire formateur	10	Personne	30	30 000	9 000 000	9 000 000
	Forfait agent de sécurité	10	Personne	30	5 000	1 500 000	1 500 000
	Coordination projet	2	Personne	30	30 000	1 800 000	1 800 000
	Total A.15					81 410 000	81 410 000
	Matériels didactiques	10	Kits	1	350 000	3 500 000	3 500 000
	Kits formation	100	Kits	1	2 000	200 000	200 000
	ORDINATEURS	12	FF	1	350 000	4 200 000	4 200 000
	Location locaux formation	5	Salle/jour		20 000	-	-
Activité 16: Formation en informatique (bureautique...)	Location véhicule	2	Véhicule/jour	4	60 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	550	704 000	704 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000
	Restauration	100	Personne	30	2 500	7 500 000	7 500 000
	Forfait participant	100	Personne	30	2 000	6 000 000	6 000 000
	Forfait traducteur	5	Personne	30	5 000	750 000	750 000
	Honoraire formateur	5	Personne	30	30 000	4 500 000	4 500 000
	Forfait agent de sécurité	5	Personne	30	5 000	750 000	750 000
	Coordination projet	2	Personne	30	30 000	1 800 000	1 800 000
	Total A.16					30 584 000	30 584 000

Activité 17: Achat des Kits...	Achat des arbres pour le reboisement	8000	Plant/Arbre	1	200	1 600 000	1 600 000	1 600 000
	Achat materiel de pêche	620	Pirogue-filet...	1	30 000	18 600 000	18 600 000	18 600 000
	Achat kit pour la culture maraichère	520	Personne	1	17 000	8 840 000	8 840 000	8 840 000
	Achat kit pour la couture et la fabrication des produits artisanaux		Personne			-	-	-
	Achat kit pour élevage volaille et petits ruminants	300	Personne	1	75 000	22 500 000	22 500 000	22 500 000
	Achat kit pour la menuiserie	250	Personne	1	50 000	12 500 000	12 500 000	12 500 000
	Achat kit pour bâtiment-électricité	150	Personne	1	50 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000
	Achat kit pour hôtellerie	120	Personne	1	100 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000
	Achat kit pour fabrication charbon bio	500	Personne	1	50 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
	Achat kit pour techniques de production et transformation des produits locaux	350	Personne	1	100 000	35 000 000	35 000 000	35 000 000
	Achat kit pour informatique cybercafé		voir activité 16					
	Dotation en cash pour le lancement d'une AGR	370	Personne	1	76 000	28 120 000	28 120 000	28 120 000
	Transport kits et matériels	10	FF	5	100 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Activité 18: coordination du projet	Location salle	5	Salle/jour	5	20 000	500 000	500 000	500 000
	Traducteur	5	personne/jour	5	5 000	125 000	125 000	125 000
	Forfait agent de sécurité	10	personne/jour	15	5 000	750 000	750 000	750 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	15	30 000	900 000	900 000	900 000
	Total A. 17					178 935 000	178 935 000	178 935 000
	Chef de projet/Ndj	1	Salaire	36	750 000	27 000 000	27 000 000	27 000 000
	Chargé d'exécution du projet/Bol	1	Salaire	36	700 000	25 200 000	25 200 000	25 200 000
	Coordination projet/Bol/Ndj	2	Salaire	36	650 000	46 800 000	46 800 000	46 800 000
	Chargé de finance /Bol/Ndj	2	Salaire	36	600 000	43 200 000	43 200 000	43 200 000
	Chargé de logistique	1	Salaire	36	600 000	21 600 000	21 600 000	21 600 000
	Chargé de formation/Bol	3	Salaire	36	600 000	64 800 000	64 800 000	64 800 000
	superviseur	0	Salaire	36	-	-	-	-
	Chargé de communication/Bol	1	Salaire	36	400 000	14 400 000	14 400 000	14 400 000
Activité 19: Hébergement des bénéficiaires, sécurité, restauration et	Chargé de suivi-évaluation/Superviseur/Bol	1	Salaire	36	650 000	23 400 000	23 400 000	23 400 000
	Chargé de mobilisation	0	Salaire	-	-	-	-	-
	Total A.18					266 400 000	266 400 000	266 400 000
	Logement	1	FF	5	15 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000
	Total A. 19					75 000 000	75 000 000	75 000 000

Activités de la deuxième année de mise en œuvre du projet								
Activité 20: Construction des logements pour les bénéficiaire	Briques cuites et transport	11000	Brigue	8 000	100	8 800 000 000	8 800 000 000	8 800 000 000
	Sac de ciment	43	Ciment	8 000	9 000	3 096 000 000	3 096 000 000	3 096 000 000
	Benne de gravier	3	Gravier	8 000	150 000	3 600 000 000	3 600 000 000	3 600 000 000
	Feuilles de tôle	0			-	-	-	-
	Benne de ramblais	2	Ramblais	8 000	40 000	640 000 000	640 000 000	640 000 000
	Benne sable	3	Sable	8 000	30 000	720 000 000	720 000 000	720 000 000
	Plancher	4	Plancher	8 000	7 000	224 000 000	224 000 000	224 000 000
	Lambourde	10	Lambourde	8 000	2 500	200 000 000	200 000 000	200 000 000
	Chevron	5	Chevron	8 000	8 000	320 000 000	320 000 000	320 000 000
	Rouleau de fil d'attache	1	Fil d'attache	8 000	3 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
	Kilo de pointe de 15	1	Pointe	8 000	1 500	12 000 000	12 000 000	12 000 000
	Kilot de pointe de 8	2	Pointe	8 000	1 500	24 000 000	24 000 000	24 000 000
	Kilo de pointe à tête	0	Pointe à tête	8 000	2 000	-	-	-
	grillage pour dalage	1	grillage	4 000	40 000	160 000 000	160 000 000	160 000 000
	Fer de 8	20	Fer	8 000	3 000	480 000 000	480 000 000	480 000 000
	Fer de 6	20	Fer	8 000	1 750	280 000 000	280 000 000	280 000 000
	Fer de 6 lisse	0	Fer	8 000	2 000	-	-	-
	Balon		Balon	8 000	250	-	-	-
	Kilo de Sikra	3	Sikra	8 000	2 500	60 000 000	60 000 000	60 000 000
	Fausse et main d'œuvre							
	Latrine	1	Latrine	350	250 000	87 500 000	87 500 000	87 500 000
	Porte metalique	2	Porte	8 000	40 000	640 000 000	640 000 000	640 000 000
	Fenêtre	3	Fenetre	8 000	20 000	480 000 000	480 000 000	480 000 000
	Porte pour latrine	1	Porte	8 000	25 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000
	PVC pour latrine	1	PVC	8 000	6 000	48 000 000	48 000 000	48 000 000
	Porte battant pour sortie	1	PVC	8 000	200 000	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
	Pots et Canaux pour douche	1	Pot.Canaux	8 000	112 000	896 000 000	896 000 000	896 000 000
						-	-	-
	Seau de la chaux	5	La chaux	8 000	10 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000
	Seau de peinture à eau	7	Peinture eau	8 000	25 000	1 400 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
	Seau de peinture à huile	1	Peinture huile	8 000	50 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000
	Transport materiels	1	FF	3	10 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000
	Main d'œuvre construction	1	FF	8 000	600 000	4 800 000 000	4 800 000 000	4 800 000 000
	Panneau solaire monocristallin 250 Vc	1	Wait	8 000	85 000	680 000 000	680 000 000	680 000 000
	Onduleur- 1000W DC12/AC230	1	Pièce	8 000	35 000	280 000 000	280 000 000	280 000 000
	Régulateur 20A	1	Pièce	8 000	30 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000
	Batterie Gel Maxima 150 AH	1	Pièce	8 000	160 000	1 280 000 000	1 280 000 000	1 280 000 000
	Cosses-batterie et câble 1*10mm²	20	Pièce	8 000	2 000	320 000 000	320 000 000	320 000 000
	Lampe de 9W-12V	6	Pièce	8 000	3 000	144 000 000	144 000 000	144 000 000
	Douille	6	Pièce	8 000	1 000	48 000 000	48 000 000	48 000 000
	Interrupteur SA	4	Pièce	8 000	750	24 000 000	24 000 000	24 000 000
	Interrupteur DA	1	Pièce	8 000	1 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
	Boite de denivation 130*130	4	Pièce	8 000	1 500	48 000 000	48 000 000	48 000 000
	Boitier	4	Pièce	8 000	300	9 600 000	9 600 000	9 600 000
	Câble d'installation 2*1.5mm²	1	Metre	8 000	30 500	244 000 000	244 000 000	244 000 000
Gaine 160	1	Metre	8 000	30 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000	
Cornière de 40mm en double lourd	2	Pièce	8 000	9 000	144 000 000	144 000 000	144 000 000	
Main d'Œuvre de soudure	1	FF	1	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	
Main d'Œuvre de installation solaire	1	FF	1	480 000 000	480 000 000	480 000 000	480 000 000	
Total A.20					33 891 100 000	33 891 100 000	33 891 100 000	
Frais de mission de suivi- Evaluation/chef projet/finances	2	personne/jour	12	30 000	720 000	720 000	720 000	
Location vehicule	1	Vehicule/jour	15	60 000	900 000	900 000	900 000	
Carburant-Lubrifiants- Péage	320	Litre	15	650	3 120 000	3 120 000	3 120 000	
Total A.21					4 740 000	4 740 000	4 740 000	
Fournitures et Consommables divers	1	mois	36	8 000	288 000	288 000	288 000	
Communication	1	mois	12	100 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	
Contribution aux charges locales	1	mois	36	250 000	9 000 000	9 000 000	9 000 000	
Carburant vehicule de liaison	1	mois	36	100 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	
Frais bancaires et transfert	1	mois	36	50 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	
Frais d'administration	1	mois	36	650 000	23 400 000	23 400 000	23 400 000	
Total A.22							44 028 000	
TOTAL GENERAL							38 751 907 500	
Coût total du Projet en FCFA :								
TOTAL EN \$ US au taux de 1 \$ =								

Plus de 120 000 personnes bénéficient de ce projet

Victimes (réfugiés, déplacés, retournés), autochtones, désengagés

Sensibilisation au changement climatique	65000
Formation en hôtellerie (restauration, pâtisserie)	350
Formation en fabrication du charbon bio (à base des tiges des céréales...)	500
Formation en techniques de production et transformation des produits	500
Atelier de formation et de sensibilisation des bénéficiaires sur les AGR porteuses et le coaching	500
Formation en informatique (bureautique...)	100
Séances d'alphabétisation avec les bénéficiaires	8000
Formation des bénéficiaires sur la prévention et gestion des conflits et les vertus de la paix	8000
Formation des désengagés en techniques de prise en charge psychosociale	7000
Séances de déradicalisation des désengagés/désassociés de Boko Haram	7000
Formation des bénéficiaires en techniques de cultures maraîchères	4000
Formation des bénéficiaires en couture et fabrication des produits artisanaux	400

Formation en techniques d'élevage des volailles et des petits ruminants	500
Matériel de pêche	3500
Kit pour la culture maraichère	4000
Kit pour la couture et la fabrication des produits artisanaux	400
Kit pour élevage volaille et petits ruminants	500
Kit pour la menuiserie	300
Kit pour bâtiment-électricité	450
Kit pour hôtellerie	350
Kit pour fabrication charbon bio	500
Kit pour techniques de production et transformation des produits locaux	500
Dotation en cash pour le lancement d'une AGR	7500
Personnel engagé	47
Agents de sécurité	80
Formateurs	58
Total:	120035

Conclusion

Par cette première édition de l'initiative, nous avons l'honneur d'établir une sorte de communication et de sensibilisation à l'attention de toutes les parties concernées (les autorités tchadiennes, les partenaires, les experts, les organisations de la société civile) pour leur permettre d'apporter leurs observations et aussi bien des amendements visant à enrichir le projet. Ce qui veut dire que la révision de ce document est possible grâce aux collectes des fil back. Et pour faciliter, d'éclairer et d'enrichir le projet, la direction du réseau des organisations de la société civile du Bassin du Lac Tchad organisera plusieurs débats en présentiel et en distanciel avant d'éditer la dernière édition.

Annexes

1. Les acteurs impliqués dans la lutte et la prévention de l'extrémisme

- AFD : Agence française du développement
- APD : L'aide publique au développement
- CEDPE : Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme
- CICID : La coopération internationale et le développement
- FEP : Fonds européen pour la Paix :
- Fonds européen de développement (FED)
- L'EUCAP : European Conference on Antennas and Propagation
- L'EUTM : Mission de formation de l'Union européenne au Mali
- L'OIF : Organisation internationale de la francophonie
- L'OIM : Organisation internationale de l'immigration
- L'USAID : the United States Agency for International Development
- La Fondation Konrad Adenauer
- Le centre de crise et de stabilisation du ministère de l'Europe et des affaires étrangères
- Le Système informatisé des ressources humaines (SIRH)

- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
- SIPRI : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm
- UE : Union européenne

2. Point Focal ROSC-Tchad

N'Djamena - Tchad
Tel : 00 235 65031560
0033772438986
00905528833053
yacoubahmat@aol.com
www.centrerecherche.com

Date : Le 28/09/2021

*Réf: **Activité code :***

PEV/PVDT/CEDPE/NED/21/22

*Objet du projet : Mise en place et **Fonctionnement du Point Focal – Tchad du réseau des organisations de la société civile***

Introduction :

Le projet du réseau de la société civile pour la réhabilitation et la réconciliation inclusive du bassin du lac Tchad est conjointement piloté par le centre Elman Peace, et la Fondation NEEM, et financé par le PNUD

Dans la poursuite de la réconciliation, la paix et la sécurité ; les organisations de la société civile (ROSC) continuent de jouer de façon significative leur rôle dans le processus de réhabilitation et la réintégration et quand elles sont bien impliquées, leur engagement contribue mieux à la réalisation de la paix et de la stabilité pour éviter la reprise de la crise et la violence.

Ce projet vise à élargir de façon significative le cadre civique de la réhabilitation et de la réintégration à

l'intérieur du bassin du lac Tchad en développant et en accentuant d'avantage une approche communautaire durable de réintégration. Cet objectif ne peut être atteint que par l'institution et le financement des réseaux des ROSC Africains bien coordonnés et pro actifs pour réaliser des approches de réintégrations communautaires et sociales lancées par le PNUD et le centre Elman Peace en 2018. Pour promouvoir l'équilibre inclusive régionale, la sélection des membres du réseau est fondée sur la base d'une procédure transparente et comprise de tous.

A ce titre, dans le but de renforcer le réseau de la société civile pour la réhabilitation et la réintégration inclusives dans le Bassin du Lac Tchad, le Dr. Ahmat Mahamat Yacoub Dabio Président du Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme (CEDPE), membre fondateur du réseau est désigné le Point Focal/ Tchad du réseau de l'organisation de la société civile. Afin d'assurer une permanence du Point Focal, un coordinateur est nommé pour une durée d'une année du 1er décembre 2021 au 30 novembre 2022.

À la demande du Secrétariat Général, le « Point Focal – Tchad » du réseau des organisations de la société civile a présenté un projet d'ouverture du bureau et de son fonctionnement pendant une période d'une année, du 1er décembre 2021 au 30 novembre 2022. Compte tenu de l'enveloppe de fonctionnement accordée, le CEDPE apporte sa contribution pour soutenir la relance de la structure.

N°	Représentant	Organisation	Contacts	Adresse email
1	Oubadjimdehba Désiré	Point focal/CEDPE (Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extremisme)	60052731	oubadjimdehba@gmail.com
2	Mahamat Ali Abdoulaye	ONG-ASHAD/ (Association harmonie pour l'assainissement et le Développement)	66335689	Mahamatali6633@yahoo.fr
3	Mahamat Hissein Guilmé	Coordo/CADES	66215239	Mahamat.hissein@gmail.com
4	Mariam Abba Talba	W2W (Women to Women)	66938525	mariamabbatalba@gmail.com
5	Mahamat Soukaya Mahamat	Coordo MTNE	66474948	soukaya.zif@gmail.com
6	Ramadan Batil Béchir	Coordo CAJPEE	66283906	Ramzybechir2@gmail.com
7	Acheik Attaïb Ahamat	Association Libre Afrique Tchad	66295794	atteibahmat@yahoo.fr
8	Samiyah Andoulaye Senoussi	Malaz	66337074	
9	Teupella Tansouba Roland	CJAC(Comité des Jeunes pour des Actions Citoyennes)	66660352	tansoubaroland@gmail.com
10	Mbairamdji Romain	SG CRPG	66785626	djenarbefils@yahoo.com
11	Achta Mahamat Hassan	AFOER (Action en Faveur des Enfants de la Rue)	66093545	m_achta@yahoo.com
12	Mamadou Mahamat Souleymane	ANADES	66734075	mamadoums85@gmail.com
13	Tireh Ouangko	ASTPEV (Association	68987698	tingtireh05@gmail.com

		Tchadienne pour la Prévention de l'Extremisme Violent)		
14	Djidda Djimet Amine	AUSPEE	66969681	
15	Mahamat Kabaro	AKL/MDJ	66461784	
16	Oumar Abdou	GRAC/Tchad	65271899	abami.oumar@yahoo.com
17	Idriss Abdelkérime Foudoussia	ACHDR	66235755	foudoussia.idriss@gmail.com
18	Mahamat Ahmat Oumar	ACD	63571421	mahamatibnoumar@gmail.com
19	Ousman Adam Abakar	UEC	66494134	ousmanadam49@gmail.com
20	Mahamat Acherif	Union Des Ambassadeurs de la Paix		

LISTE DES ORGANISATIONS DU RESEAU

Pour la mise en place du bureau du réseau nous proposons les postes suivants :

- **Chargé de mobilisation :** Mamadou Mahamat Souleymane
- **Chargé de communication :** Ousman Adam Abakar
- **Rapporteur Général :** Mbairamджи Romain
- **Chargé de relations extérieures :** Mahamat Ahmat Oumar
- **Chargé de finances :** Hakima Adam
- **Chargé de plaidoyer suivi et évaluation :** Achta Mahamat Hassan
- **Commissaire aux comptes :** Mahamat Acherif

L'étude et le montage de ce projet sont financés par le Point Focal – Tchad du réseau des organisations de la société civile grâce au soutien du PNUD

Remerciements

Le Point Focal/Tchad du ROSC/BLT (réseau des organisations de la société civile du bassin du Lac Tchad) tient à remercier les membres du réseau pour leur implication dans cette étude. Les observations sont les bienvenues pour son amélioration.